

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 27 NOVEMBRE 2014

COMPTE RENDU SOMMAIRE (affiché en exécution de l'article L121-17 du Code des Communes)

- ACTE NOTARIE DE LEVEE D'OPTION ET VENTE DE L'IMMEUBLE, TERRAIN ET DEPENDANCES COMMUNAUX, SIS AU BOURG DE CHAMPNETERY, SUR LES PARCELLES AB55, AB169, AB171 ET C906 :

Vu le Bail avec promesses de vente par la Commune de Champnétery au profit des locataires occupants, reçu par Maître Alain DEBROSSE, Notaire à Magnac-Bourg (Haute-Vienne) le 08/12/1999 ;

Vu le courrier des locataires occupants, en date du 01/10/2013, reçu en Mairie le 03/10/2013, informant M. le Maire qu'ils lèvent l'option d'achat de l'immeuble, à compter du 01/01/2015 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE** de demander à Maître François BERTRAND-MAPATAUD-Notaire à 2, rue du 8 Mai 1945- Saint-Léonard de Noblat (Haute-Vienne)-, de se charger de contacter Maîtres Alain et Nicolas DEBROSSE, Notaires des locataires occupants, à Magnac-Bourg (Haute-Vienne), pour établir l'acte notarié de levée d'option et vente au 01/01/2015 de l'immeuble, terrain et dépendances communaux, sis dans le Bourg de Champnétery, sur les parcelles AB55, AB169, AB171 et C906 ;
- **AUTORISE** M. le Maire à signer l'acte et tous documents relatifs à ces levée d'option et vente.

- ACHAT ET INSTALLATION D'UN MICRO SERVEUR, POUR SECURISATION DES DONNEES ET DU RESEAU INFORMATIQUE DE LA MAIRIE – DEMANDE DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA DETR (exercice 2015) :

Vu la nécessité de sécuriser les données (concentration des fichiers et des données de la Mairie en un seul point ; Système en Raid 1 pour éviter toute perte de données) et le réseau informatique de la Mairie, face aux enjeux de la dématérialisation des actes ;

Vu l'estimation, concernant la fourniture et l'installation d'un micro serveur, d'un montant total de 1949,00€ HT (2 338,80€ TTC) ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE** l'estimation, concernant l'installation d'un micro serveur , d'un montant total de 1 949,00 € HT (2 338,80 € TTC), tel qu'annexée à la présente délibération ;
- **DECIDE** de solliciter une subvention pour cette installation auprès de l'Etat dans le cadre de la DETR 2015, sur la base de l'estimation présentée ;

- **DIT que le financement prévisionnel de cette opération sera le suivant :**

<i>*coût total TTC =</i>	2 338,80€
<i>*subvention escomptée de l'Etat (DETR) = 50% du HT =</i>	974,00€
<i>*Fonds libres =</i>	1 364,80€
- **DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au B.P.2015 .**

- CONTRAT DE MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE DE LA MAIRIE :

Vu le nouveau matériel acquis ces derniers mois, M. le Maire présente au Conseil la nouvelle proposition de contrat de maintenance du matériel informatique de la Mairie, présentée par la Sté AXIANS- 8 route du Verdoyer-87430- Verneuil Sur Vienne-.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE, à compter du 01/12/2014, le contrat de maintenance du matériel informatique de la Mairie proposé par la Sté AXIANS-, tel qu'annexé à la présente délibération ;**
- **DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au B .P. 2014 et seront inscrits au B.P. 2015.**

- RECENSEMENT DE LA POPULATION 2015 – RECRUTEMENT D'UN AGENT RECENSEUR- :

M. le Maire rappelle à l'assemblée la nécessité de recruter un agent recenseur afin de réaliser les opérations de recensement de l'année 2015 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE, à l'unanimité des membres présents, le recrutement d'un Agent Recenseur, non-titulaire, à temps non-complet, pour la période du 05 janvier 2015 au 28 février 2015 inclus.**
- **DECIDE que cet agent sera rémunéré à l'indice brut=330 – indice majoré =316, sur la base de 135 heures ;**
- **DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2015.**
- **AUTORISE M. le Maire à signer l'arrêté de recrutement.**

- INDEMNITE DE CONSEIL ALLOUEE AU COMPTABLE DU TRESOR, CHARGÉ DE FONCTION DE RECEVEUR DE LA COMMUNE DE CHAMPNETERY :

Vu la délibération du 21/11/2013, décidant d'accorder au Comptable du Trésor chargé de fonction de Receveur de la Commune de Champnétery, une indemnité de conseil au taux de 100%, à compter de 2013 et pour la durée de la mission qui lui est confiée ;

En application des dispositions de l'article 97 de la Loi 82-213 du 2 mars 1982 et du Décret 82-979 du 19 novembre 1982, un arrêté en date du 16 décembre 1983 a précisé les conditions d'attribution de l'indemnité citée en objet.

M. le Maire informe le Conseil que, conformément à l'article 3 de l'arrêté précité, une nouvelle délibération doit être prise à la suite du renouvellement du Conseil Municipal ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE d'accorder à Mme la Comptable du Trésor chargée de fonction de Receveur de la Commune de Champnétery, l'Indemnité de Conseil au taux de 100% ;**
- **DECIDE que cette indemnité lui est attribuée à compter de 2014 et pour la durée de la mission qui lui est confiée ;**
- **DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au B.P.2014 et le seront aux prochains budgets.**

- RECRUTEMENT D'AGENTS NON-TITULAIRES POUR FAIRE FACE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE OU A UN ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITE :

Monsieur le Maire rappelle que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Il appartient donc à l'organe délibérant de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au bon fonctionnement des services et de modifier le tableau des effectifs.

Toutefois, Monsieur le Maire indique également que si les emplois permanents des collectivités territoriales et établissements publics locaux sont par principe occupés par des fonctionnaires, la loi n° 84-53 précitée énonce les cas dans lesquels il peut être procédé de manière dérogatoire au recrutement d'agents non titulaires de droit public.

Ainsi, aux termes de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, les collectivités et les établissements publics peuvent recruter temporairement des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à :

1° Un accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs ;

2° Un accroissement saisonnier d'activité, pour une durée maximale de six mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de douze mois consécutifs.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de créer, dans la limite des crédits prévus à cet effet, les emplois budgétaires non permanents correspondant aux accroissements temporaires ou saisonniers d'activité à intervenir. Ces emplois seront pourvus par des agents non titulaires de droit public recrutés en fonction des nécessités de service.

Sont concernés par ces dispositions les grades suivants :

- Adjoint Technique 2^{ème} classe
- Adjoint Administratif 2^{ème} classe
- Attaché

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **AUTORISE** le Maire à recruter des agents contractuels en application de l'article 3-1°) et de l'article 3-2°) de la loi n° 84-53 du 26/01/84 modifiée, selon les besoins du service;
- **DIT** que ces agents devront avoir le niveau d'étude correspondant aux diplômes ou titres permettant l'accès aux différents grades précités ;
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Commune.
- **DIT** que ces agents seront rémunérés sur la base de l'échelle du grade de référence ;
- **AUTORISE** en conséquence le Maire à signer les contrats de recrutement ainsi que les avenants éventuels.

- CONVENTION DE FOURRIERE 2015, ENTRE LA COMMUNE ET LA SPA DE LA HAUTE-VIENNE :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE** la « Convention fourrière : enlèvement et garde des animaux » proposée par la Société Protectrice des Animaux (S.P.A.) de Limoges et de la Haute-Vienne, telle qu'annexée à la présente délibération et **AUTORISE** M. le Maire à signer cette convention ;
- **ACCEPTE** de verser à la S.P.A. de Limoges et de la Haute-Vienne une indemnité de 0,60€ par habitant (soit : 0,60€ X 577 hab. = 346,20€) ;
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au B.P.2015-C/6188.

- CONVENTION DE PRÊT DE DEUX COMPOSTEURS POUR LA CANTINE, ENTRE LA COMMUNE DE CHAMPNETERY ET LE SYDED DE LA HAUTE-VIENNE :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE** la convention de partenariat relative à un prêt de deux composteurs, proposée par le Syndicat Départemental pour l'Élimination des Déchets ménagers et assimilés (SYDED) de la Haute-Vienne, telle qu'annexée à la présente délibération ;
- **AUTORISE** M. le Maire à signer cette convention.

- COMMUNAUTE DE COMMUNES DE NOBLAT- RAPPORT DE LA COMMISSION D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES , EN DATE DU 17/11/2014- :

M. le Maire présente le rapport de la Commission d'évaluation des charges transférées, en date du 17/11/2014, proposé par la Communauté de Communes de Noblat.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
par 14 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION,

APPROUVE le Rapport de la Commission d'Evaluation des Charges Transférées, en date du 17 novembre 2014, tel qu'annexé à la présente délibération.

Le 28 novembre 2014
Le Maire,
Pierre LANGLADE